

MAI '26 / N°2



GREENFO

LE MAGAZINE DES VERT·E·S SUISSES

- > NON À L'AFFAIBLISSEMENT DU SERVICE CIVIL 4
- > POUR LE CLIMAT ET NOTRE INDÉPENDANCE: SORTIR DES ÉNERGIES FOSSILES 5
- > LE RETOUR DU NUCLÉAIRE : C'EST TOUJOURS NON ! 7

NON À L'ATTAQUE DE L'UDC

CONTRE LES DROITS HUMAINS!

che Eidgenossenschaft
tion suisse
azione Svizzera
raziun svizra

änderausweis
pour étrangers
etto per stranieri
imaziun d'esters

NON
NON À L'INITIATIVE
INHUMAINE DE
L'UDC



PAS DE RETOUR DANS UN PASSÉ OBSCURE

Le statut de saisonnier a été aboli en 2002, grâce aux accords bilatéraux avec l'Union européenne. La Suisse a alors reconnu que, pour paraphraser Max Frisch, les forces de travail dont elle a eu besoin pour construire ses barrages ou ses lignes de train étaient des êtres humains. Des femmes et des hommes que l'on a pressés comme des citrons, arrachés à leur famille, entassés dans des barraques insalubres. Pour servir notre prospérité. Mais les droits ne sont pas le privilège d'un passeport ; ils sont universels. C'est pourtant ce système raciste que l'UDC souhaite rétablir avec son initiative inhumaine. Et c'est ce que nous devons empêcher. Nous voulons une société basée sur la reconnaissance de chacune et chacun,

de sa participation à la vie culturelle, sociale et économique, grâce à une naturalisation facilitée et accélérée.

Cette mobilisation se passe en deux temps : d'abord par un Non à l'initiative du chaos de l'UDC le 14 juin, puis par un Oui à l'initiative pour la démocratie.

L'UDC souhaite aussi revenir dans le passé en matière énergétique. L'ancien lobbyiste de l'atome devenu ministre du démantèlement environnemental, Albert Rösti, promet de nouvelles centrales, avec des subventions à n'en plus finir. Nous préparons le référendum avec nos alliés de toujours, au sein de nombreuses associations. Ce moment sera décisif pour le tournant énergétique : veut-on une technologie

dangereuse, qui produit des déchets radioactifs durant des dizaines de milliers d'années et qui renforce notre dépendance à la Russie notamment ? Ou veut-on des énergies renouvelables, qui démocratisent la production d'électricité et qui sont propres et durables ? Pour nous, le choix est vite fait. Après avoir dit Non au nucléaire, nous nous engagerons de toutes nos forces pour l'alternative : l'initiative solaire.

Lisa Mazzone
présidente des VERT-E-S suisses
📧 lisa_mazzone

Impressum

Greenfo – Le magazine des VERT-E-S suisses
Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
031 326 66 00
www.verts.ch - verts@verts.ch

Tirage 3950 exemplaires
Rédaction : Marjorie Spart, Florian Wüstholtz
Traduction : Madeleine Zbinden, Marjorie Spart
Mise en page et illustrations : Tom Wahli
Imprimerie : Bubenber Druck
Photos: Tom Wahli (pp.1, 3), Florian Wüstholtz (p.2, 4), Monika Flückiger (p. 3), VERTE-S Berne (p. 4), Unsplash (p. 5), Jérémy Toma (p.6), Béatrice Devènes (pp. 6, 7), Selina Loosli (p. 7), VERTE-S Soleure (p.8)

Paraît quatre fois par an.
Abonnement annuel : CHF 20.–
(compris dans la cotisation de membre)

Soutenez les VERT-E-S en versant un don
IBAN CH02 0900 0000 8002 6747 3 ou
www.verts.ch/faire-un-don

PRÉSIDENTE ÉLARGIE RÉÉLUE POUR DEUX ANS

Lors de l'assemblée des délégué-e-s du 21 mars à Liestal, les VERT-E-S ont réélu Lisa Mazzone à la tête du parti pour deux ans. Ils et elles ont également réélu Sibel Arslan, Marionna Schlatter, Samantha Bourgoïn, Michael Töngi et Magdalena Erni à la vice-présidence. Léonore Porchet a aussi fait son entrée à la vice-présidence du parti. (Photo ci-dessus)

SPRINT FINAL POUR LE CONGÉ FAMILIAL !

L'initiative pour un congé familial est en danger. Il nous manque encore plus de 15000 signatures pour atteindre notre quota. Merci de faire signer vos proches cette importante initiative qui renforce enfin l'égalité au sein des couples.



LIMITER LA SUISSE À 10 MILLIONS ?

NON À L'INITIATIVE XÉNOPHOBE DE L'UDC

Le 14 juin, la population se prononce une nouvelle fois sur une initiative xénophobe et isolationniste de l'UDC. Une initiative qui attaque les personnes de nationalité étrangère mais aussi notre relation avec l'Union européenne. Si elle était acceptée, elle n'engendrerait que chaos et violation des droits humains. C'est pourquoi nous disons clairement Non à cette initiative.

Limiter le nombre d'habitant-e-s en Suisse à 10 millions. Voilà ce que propose l'UDC dans son initiative qui, sur le papier, prétend parler d'environnement, de territoire et de durabilité. Un pur greenwashing, car on sait bien que l'UDC se moque complètement de la nature et de la durabilité. Cette initiative vise une nouvelle fois à isoler notre pays et à fermer nos frontières aux personnes qui en ont le plus besoin.

Très concrètement, le texte de cette initiative du chaos vise à restreindre les droits des personnes sans passeport à croix blanche. Par exemple en compliquant fortement le regroupement familial, ou en retirant le droit de séjour aux personnes admises à titre provisoire si certains seuils démographiques sont atteints, pour que la population en Suisse ne dépasse pas les 10 millions. Pourtant, les personnes réfugiées ne représentent qu'environ 2,5% de la population, et les personnes admises provisoirement à peine 0,5 %. On voit bien qu'elles ne sont de loin pas à l'origine de la croissance démographique de la Suisse que l'UDC aimerait limiter.

Attaque des droits fondamentaux

De plus, il y a une question simple que l'initiative ne règle pas. Que fera

la Suisse si des personnes fuient une guerre et demandent notre protection une fois la limite atteinte ? Devrait-on les rejeter ? Ce texte ouvre clairement la porte à une remise en cause de nos engagements internationaux, comme la Convention sur les réfugiés ou la Convention européenne des droits de l'homme.

Cette initiative aurait pour autre conséquence possible le retour du statut de saisonnier. C'est-à-dire que des personnes qui travaillent en Suisse ne pourraient plus s'y installer. Elles seraient forcées repartir après quelques mois et vivre dans l'instabilité tant professionnelle que familiale. On a déjà connu ce modèle aussi injuste qu'inhumain et c'est à raison que nous l'avons banni par le passé..

Non à l'affaiblissement du lien avec l'Europe


Cette initiative est également dangereuse pour notre relation avec l'Union européenne. En effet, elle prévoit de mettre fin à la libre circulation des personnes avec l'UE. Or cet accord fait partie intégrante des accords bilatéraux et participe à la stabilité de la Suisse. S'il tombe, tout l'équilibre des relations avec l'UE sera remis en cause. Pour un pays comme la Suisse, très lié à ses

voisins, cela aurait des effets néfastes très concrets : perte de personnel dans les hôpitaux, les EMS, la construction, la restauration ou encore l'agriculture.

Chez les VERT-E-S, on ne nie pas les défis liés à la croissance démographique. Logement, transports, protection du climat et de l'environnement, aménagement du territoire, ce sont là de vraies questions auxquelles nous répondons par des solutions concrètes et solidaires. L'initiative de l'UDC n'y répond absolument pas et sèmera le chaos dans notre pays tout en distillant la haine. C'est pourquoi nous disons clairement Non le 14 juin à ce texte xénophobe qui oppose les gens les uns contre les autres et qui isole la Suisse.



Delphine Klopfenstein Broggin

conseillère nationale GE
 delphineklopfenstein

SERVICE CIVIL : NON À UNE RÉFORME INUTILE ET DANGEREUSE

La révision de la loi sur le service civil prétend corriger des déséquilibres. En réalité, elle affaiblit un pilier essentiel de notre cohésion sociale. Les VERT-E-S appellent à voter Non.

Le 14 juin, nous votons sur une modification de la loi sur le service civil qui peut sembler technique. Pourtant, elle ne l'est pas. Derrière des mesures présentées comme « modestes » se cache une attaque ciblée contre un élément central de notre société.

Le projet vise à réduire d'environ 40 % le nombre de civilistes en rendant l'accès au service civil plus difficile et plus contraignant. Durée minimale imposée, obligation de servir chaque année, restrictions sur certaines affectations : autant de mesures qui, cumulées, visent à décourager ceux qui souhaitent s'engager autrement que dans l'armée.

Or le service civil joue un rôle indispensable. Chaque année, des milliers de civilistes soutiennent concrètement des hôpitaux, des EMS, des écoles et des institutions sociales. Ils s'engagent auprès des personnes âgées, des malades ou des enfants.

Ils participent aussi à des projets de protection de la nature et contribuent directement à la transition écologique. Le service civil n'est pas seulement un service « de remplacement de l'armée » : c'est un engagement utile, reconnu et profondément ancré dans la réalité du pays.

Pour les VERT-E-S, la sécurité ne se limite pas au militaire. Elle inclut aussi la cohésion sociale, la santé, le climat et l'environnement.

Refuser cette révision, c'est empêcher un démantèlement progressif de ce précieux service à la société. Car ces mesures constituent une première étape vers une remise en cause du libre choix entre service militaire et service civil. Elles s'inscrivent dans un contexte politique plus large, marqué par une volonté d'affaiblir, voire de supprimer, le service civil au profit d'une armée qui n'a pas besoin de renfort.

Nous devons au contraire renforcer ce qui fonctionne. Le service civil ne constitue pas un problème : il fait partie de la solution. Il répond à des besoins réels, ici et maintenant, et offre à des milliers de jeunes la possibilité de s'engager de manière utile et conforme à leur conscience.

Le 14 juin, voter Non, c'est défendre une Suisse ouverte, solidaire et tournée vers l'avenir.



Clarence Chollet
conseillère nationale NE
@clarencechollet

SINCÈRES FÉLICITATIONS ALINE ET BALTHASAR !



Le mois de mars a été marqué par d'importants succès électoraux Verts. En effet, la cheffe du groupe parlementaire, Aline Trede, a été élue au sein du Conseil d'État bernois. De son côté, Balthasar Glättli, conseiller national ZH, a été élu à l'exécutif de la ville de Zurich.

Ces importantes victoires prouvent que les VERT-E-S ont toute la confiance de la population et que notre politique est capable de rallier des majorités, car elle est orientée sur les solutions. Notre mouvement possède de nombreuses personnalités politiques fortes, compétentes et inspirantes qui s'engagent pour une Suisse écologique, féministe et durable.

Des personnes qui n'ont pas peur de prendre des responsabilités dans des exécutifs. Balthasar Glättli et Aline Trede ont quitté le Conseil national fin avril et laissent leur place à Anna-Beatrice Schmalz et Andrea De Meuron. Le groupe parlementaire désignera mi-mai sa nouvelle présidence.

SORTIR DES ÉNERGIES FOSSILES, POUR LE CLIMAT ET NOTRE SOUVERAINETÉ

Les énergies fossiles sont nocives pour le climat et notre santé. De plus, elles encouragent les guerres, engendrant une insécurité énergétique et des prix qui flambent. Voilà pourquoi les VERT-E-S s'engagent – à travers une résolution - à tout mettre en oeuvre pour la sortie obligatoire et socialement juste des énergies fossiles, notamment dans les secteurs des transports et du bâti.

On le sait, les énergies fossiles sont responsables de plus de 75% des émissions de gaz à effet de serre. Accéléralant la crise climatique, elles nuisent à la biodiversité et mettent en danger notre santé. Une bonne raison d'en sortir.

Mais ce n'est pas tout : aujourd'hui, le pétrole est le nerf de la guerre. Pour preuve, les attaques sur le Vénézuéla ou sur l'Iran, qui détiennent des réserves stratégiques de pétrole. Les énergies fossiles soufflent le chaud et le froid sur l'économie mondiale. Des guerres impérialistes sont menées pour du pétrole et du gaz, des régimes autoritaires financent leur pouvoir en vendant des énergies fossiles. Et la Suisse ? Elle verse chaque année plus de 8 milliards de francs à l'étranger pour importer ces ressources qui détériorent le climat, attisent les guerres et nous jettent dans une dangereuse dépendance. On voit clairement

l'impact sur notre politique étrangère, avec des sanctions insuffisantes contre la Russie. Cette politique est moralement inacceptable, économiquement aberrante et menace directement notre sécurité et notre avenir. Il est temps de briser ce cercle vicieux.

Voilà pourquoi les VERT-E-S ont adopté la résolution « Pour le climat et notre indépendance : sortir maintenant des énergies fossiles ». Car sortir systématiquement des énergies fossiles, notamment dans les transports et le bâti –, est le plus puissant levier pour réaliser nos objectifs climatiques et rendre la Suisse plus indépendante. Or, le lobby pétrolier et les partis bourgeois bloquent une transition nécessaire, économiquement pertinente et technologiquement réalisable depuis longtemps.

Chaque chauffage à mazout installé aujourd'hui fonctionnera au-delà de

2050, date à laquelle la Suisse veut être climatiquement neutre. De même, les voitures thermiques peuvent rouler durant 20 ans et cimentent donc notre dépendance au pétrole.

Nous avons maintenant besoin d'une feuille de route claire, contraignante et socialement juste pour sortir de l'ère fossile. Les VERT-E-S mettront donc tous les moyens politiques en oeuvre pour une sortie obligatoire et socialement acceptable des énergies fossiles, notamment dans les secteurs des transports et du bâti. Car il n'y a pas de justice sociale sans protection du climat et pas de souveraineté sans sortie des énergies fossiles.



Lisa Mazzone
présidente des VERT-E-S suisses
@lisa_mazzone

VOYAGES DURABLES, TARIFS ÉQUITABLES

Aujourd'hui, le train coûte souvent plus cher que l'avion : une aberration puisque l'aviation nuit gravement au climat. Pour freiner la progression du trafic aérien et promouvoir une alternative ferroviaire plus attrayante, Actif-trafiC vient de lancer l'initiative « pour des bons de mobilité ». Le principe : taxer les billets d'avion proportionnellement à la distance et la classe réservée. L'argent ainsi perçu sera redistribué sous forme de bons de mobilité de 100 francs par an - pour les transports publics - à toute personne vivant en Suisse. De plus, Environ 500 millions de francs pourront être investis chaque année dans l'amélioration des liaisons ferroviaires avec nos voisins européens.

Pour rendre les voyages en train plus abordables et la mobilité plus équitable, signez l'initiative, encartée dans Greenfo.



L'AVENIR APPARTIENT AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES, PAS AU NUCLÉAIRE

En 2017, la population a décidé de sortir du nucléaire. Aujourd'hui, 15 ans après Fukushima, le Conseil des États veut autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires. Une idée qui fait suite à l'initiative « stop blackout » et soutenue par le conseiller fédéral Albert Rösti. La Suisse risque un vrai retour en arrière en matière de politique énergétique.

Pourtant, les faits sont clairs : le tournant énergétique fonctionne ! Le développement de l'énergie solaire, les améliorations en termes d'efficacité ainsi qu'une meilleure utilisation des ressources existantes contribuent d'ores et déjà à la sécurité de l'approvisionnement. Les scénarios de blackout, répétés à tue-tête, ne se réalisent pas. Au contraire, l'approvisionnement énergétique est plus stable, plus décentralisé et plus indépendant. Les objec-

tifs de développement de la Stratégie énergétique ont même été atteints avec neuf ans d'avance sur le calendrier prévu.

L'initiative « stop blackout » poursuit un but caché évident : elle vise à semer le doute et à dénigrer la réussite du tournant énergétique. En agitant des scénarios de crise exagérés, les partisans du nucléaire tentent de réhabiliter des technologies du passé. Or, l'énergie nucléaire ne répond pas aux défis futurs. La construction de nouvelles centrales prendrait des dizaines d'années, coûterait extrêmement cher et mobiliserait des moyens financiers qui doivent être investis de toute urgence dans les énergies renouvelables. Le nucléaire freine l'innovation et retarde la transformation indispensable de notre

système énergétique. De plus, les centrales nucléaires mettent en péril notre sécurité : elles représentent un risque de concentration pour notre approvisionnement énergétique, une cible militaire potentielle, et aucune solution durable n'existe à ce jour pour les déchets radioactifs.

Nous sommes prêt-e-s pour le référendum contre un retour du nucléaire. La population a déjà tranché et elle défendra sa décision. L'avenir appartient aux énergies renouvelables !



Christophe Clivaz
conseiller national VS
✉ christophe-clivaz.bsky.social

UNE EAU PROPRE ET UNE POLITIQUE TRANSPARENTE

Dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur la protection des eaux, Albert Rösti a renoncé à fixer des valeurs limites pour trois pesticides particulièrement toxiques. Une pratique contraire à la loi et qui met en danger la nature et notre santé.

Nos cours d'eau sont dans un état alarmant : les valeurs limites pour les pesticides sont dépassées dans plus de la moitié des cours d'eau analysés. De nombreux captages d'eau souterraine sont pollués. Et seul un tiers des rivières remplit encore sa fonction d'habitat pour la faune et la flore.

La raison de cette situation? La protection des eaux a été systématiquement affaiblie au cours de cette législature. Les contrôles sont assouplis, les autorisations accordées par l'UE à des pesticides sont reprises automatiquement en Suisse. Les normes de protection de l'eau sont démantelées petit à petit.

Et le Parlement n'est pas le seul responsable. Le Conseil fédéral participe aussi à cette détérioration : dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur la protection des eaux, Albert Rösti a renoncé, après un entretien avec l'Union suisse des paysans, à fixer des valeurs limites pour trois substances toxiques, qui peuvent nuire aux plantes et aux animaux même en très petites quantités. Et ce, bien que l'Office fédéral de la justice ait qualifié cette procédure d'illégal.

Pour Albert Rösti, s'il n'y a pas de valeur limite, alors on ne peut pas la dépasser... Une méthode qui sape la confiance

dans l'État de droit.

Sans majorité parlementaire pour empêcher ces agissements, nous avons demandé un débat urgent sur le sujet afin de rendre publiques ces pratiques inacceptables. Si une eau propre est nécessaire à notre santé, une politique transparente est indispensable à la démocratie.

Christophe Clivaz
conseiller national VS

L'ÉGALITÉ N'EST PAS ENCORE UNE RÉALITÉ

Violences sexistes, inégalités salariales, charge mentale ou difficultés de conciliation : malgré les avancées, les obstacles à l'égalité restent nombreux. Plus que jamais, la mobilisation collective est nécessaire.

Le 14 mars dernier, le Réseau femmes Vertes s'est réuni pour échanger et faire le point sur les combats qui restent à mener pour l'égalité. Et le constat est clair : si des progrès ont été réalisés, de nombreux défis demeurent.

Les violences sexistes et sexuelles continuent de toucher des milliers de femmes chaque année. Dans l'espace public, dans les relations de travail, chez elle... la sécurité et l'intégrité des femmes ne sont toujours pas garanties. À cela s'ajoute une inégalité économique persistante : les femmes gagnent encore moins que les hommes et restent surreprésentées dans les emplois à temps partiel ou moins bien rémunérés.

La charge mentale et les tâches domestiques reposent largement sur leurs épaules. Cette répartition inégale et l'absence de congé parental complique la conciliation entre vie professionnelle, familiale et engagement politique ou associatif. Elle limite l'accès des femmes aux responsabilités et freine leur participation à la vie publique.

Ces inégalités ne sont pas une fatalité. Elles demandent des réponses politiques fortes, mais aussi une mobilisation collective durable. C'est pour contribuer à porter ces combats que le Réseau femmes Vertes rassemble des femmes engagées, prêtes à faire avancer l'égalité dans la société et en politique.

Je vous encourage à vous engager pour l'égalité, à rejoindre le réseau et participer à ce mouvement pour une société plus juste!



Léonore Porchet
co-coordinatrice du Réseau femmes Vertes
conseillère nationale VD
LeonorePorchet

LES FEMMES S'ENGAGENT POUR L'ÉGALITÉ

Lors de la rencontre du 14 mars, plus de 60 participantes ont discuté ensemble des actions à mener pour plus d'égalité. Elles expliquent ce qui les motive dans le Réseau femmes Vertes.



« Je vois à travers le réseau que les difficultés des femmes sont universelles. Je m'engage pour l'égalité car je constate que ce que je prenais pour acquis est remis en question. Nous devons mettre en place des conditions sociétales qui garantissent des salaires égaux, un partage de tâches non rémunérées égalitaire. Mais aussi lutter contre la violence faite aux femmes, percer le plafond de verre et améliorer la santé des femmes. »

Véronique Addor (VD)



« Le réseau des femmes me montre toute l'énergie, le courage et la diversité des points de vue des femmes de tous âges. Leur point commun est qu'elles veulent toutes faire bouger les choses. C'est contagieux ! L'égalité est un droit fondamental : chacun-e doit pouvoir vivre librement, se déplacer en toute sécurité et prendre ses propres décisions, quel que soit son genre. Pour moi, l'égalité passe notamment par davantage de réelles possibilités de travailler à temps partiel – pour les hommes aussi - et des systèmes de garde d'enfants fiables et de qualité. »

Marianne Gerhard (ZH)



« Je trouve important de rencontrer d'autres personnes FINTA* engagées politiquement. Cela me donne la force de lutter pour l'égalité ! Car tous les êtres humains ont les mêmes droits, indépendamment de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leur origine et de leur niveau de vie. Notre société et notre économie doivent respecter ces droits. Le féminisme doit s'adresser à tout le monde – et pas seulement aux femmes cisgenres blanches et plutôt privilégiées : les personnes FINTA* issues de l'immigration sont particulièrement touchées par la discrimination et ne sont pas encore suffisamment prises en compte dans la société. »

Lina Oechslin (ZH)

DONNER DE LA VOIX POUR LA COMMUNAUTÉ QUEER

Nouvelle conseillère nationale soleuroise, Laura Gantenbein veut s'engager pour plus d'égalité et pour un avenir où chacune et chacun peut s'épanouir. Elle en est convaincue : la diversité de la Suisse est une formidable opportunité que nous devons saisir au plus vite.

Je suis très heureuse d'être conseillère nationale depuis le mois d'avril ! J'ai ainsi l'occasion de poursuivre trois de mes objectifs au niveau national. Je veux avant tout donner une voix supplémentaire à la communauté queer et obtenir des progrès visibles en matière d'égalité juridique et sociale. Ayant moins de 40 ans, je représente également les femmes de ma génération mais aussi les plus jeunes, que ce soit la génération Z ou Alpha. Par mon engagement, je souhaite contribuer à façonner une Suisse qui offre un avenir digne d'être vécu à chacune et chacun et aux générations qui viennent après nous, comme par exemple pour mon filleul.

Parallèlement, je garderai toujours un œil sur le canton et la ville de Soleure, que je représente à Berne. C'est l'endroit où j'ai grandi, où je me sens bien et où je suis revenue vivre après ma formation d'enseignante primaire à la HEP de Berne. Ces neuf dernières années, j'ai été conseillère municipale à Soleure et, depuis 2023, députée au

Grand Conseil. Je suis aussi présidente du parti cantonal depuis sept ans. Durant ces mandats, j'ai acquis de l'expérience politique : qu'il s'agisse de faire des propositions, des discours, des campagnes ou des interventions parlementaires.

La diversité comme une opportunité

Mon nouvel environnement au Conseil national sera certainement tout aussi hétérogène que mes anciennes classes d'école. J'ai enseigné à Olten durant onze ans, dans des classes de 5e et 6e année. Cette expérience me permet d'affirmer que je sais aborder et gérer des personnes au caractère fort différent, mais aussi que je suis à l'écoute des autres. Autre atout développé tant à l'école que durant ma carrière politique : je me familiarise très vite avec les nouveaux sujets.

Dans le monde de l'enseignement, j'ai vécu une Suisse plurielle au quotidien. Ce qui a renforcé ma conviction que nous devons saisir cette diversité comme étant une chance. La Suisse,

au cœur de l'Europe, doit se montrer ouverte envers ses pays voisins. Voilà pourquoi nous devons rester solidaires et lutter avec détermination contre toute tendance au repli sur soi. Autre sujet qui me préoccupe : nous devons empêcher le retour à l'ère du nucléaire. Nous ferions bien mieux d'investir notre temps et notre argent dans le développement des énergies renouvelables.

Je souhaite que notre travail politique profite à toutes les formes de familles et de vies. L'initiative pour un congé familial est un très bon outil pour y arriver ! C'est un pas vers l'égalité et c'est pourquoi, je suis très motivée à récolter à nouveau des signatures pour la soutenir. Peut-être avec vous ? Je me réjouis de m'engager à vos côtés, de saisir les opportunités qui se présentent et de donner vie à des initiatives innovantes durables !

Laura Gantenbein
conseillère nationale SO

MERCI DE TOUT CŒUR FELIX !

Laura Gantenbein succède à Felix Wettstein au Conseil national. Après de nombreuses années d'engagement politique dans le canton de Soleure, Felix a été élu au Conseil national en 2019 et a désormais décidé, à l'âge de 68 ans, de renoncer à ce mandat. Spécialiste de la politique financière, il s'est notamment beaucoup engagé contre le récent plan d'austérité. Et grâce à sa ténacité, des coupes dans la protection du climat et dans le domaine social ont pu être évitées. Dans cette même optique, il s'est beaucoup investi pour la réforme du frein à l'endettement, un outil trop rigide qui empêche les investissements d'avenir nécessaires. Le groupe parlementaire des VERT-E-S le remercie chaleureusement pour son engagement dans la défense des valeurs Vertes.